

Faites le jeu en bas d'article

Le 31 mai, c'est une journée d'action des 3 syndicats. Pfff... Encore ? Oui, encore! Depuis plusieurs mois, les syndicats réclament une augmentation des salaires et des allocations sociales. La pauvreté et les inégalités sociales se sont aggravées avec la hausse des prix des marchandises et des services. Les syndicats préparent une grande manifestation nationale le 20 juin et ils la préparent par des actions et des manifestations spécifiques. Il y a eu, par exemple, des actions surprises devant les bâtiments des distributeurs d'électricité et les producteurs d'énergie. Ces entreprises font de gros bénéfices. Le particulier, par contre, paie de plus en plus cher l'électricité, le gaz ou l'essence.

1,1 million de personnes

Ce 31 mai, ce sont les services publics qui sont concernés. Quand on dit « services publics », on pense automatiquement aux bus et aux trains. Il y a aussi toutes les administrations fédérales, régionales, communautaires, provinciales, communales. Mais pas seulement. Il y a d'autres services publics ou qui sont considérés comme tels. Par exemple, la RTBF ou encore Proximus, une entreprise liée à l'Etat. Cela fait beaucoup de gens. Au total, environ 1 100 000 personnes travaillent dans les services publics au sens large. Quand les 3 syndicats du pays décident d'une journée d'actions, cela veut dire qu'il y a beaucoup de perturbations. En plus, la CGSP, la centrale syndicale des services publics de la FGTB appelle carrément à la grève générale dans tous les services publics.

Un malaise

Pourquoi, les travailleurs et travailleuses des services publics veulent-ils se faire entendre ? Ils dénoncent un « malaise général ». Mais plus précisément ? Pour le dire en quelques mots, ils veulent plus de pouvoir d'achat, un meilleur dialogue social, plus d'investissements dans le secteur public et de meilleures pensions. On peut dire que « ça les regarde ». Oui et non.

« Ça les regarde! »

Oui car les personnes employées dans le secteur public ont un statut particulier. Certains diront même qu'elles ont un meilleur statut, un statut protégé par rapport aux personnes qui travaillent dans les entreprises privées. Pourtant, ce n'est pas toujours le cas. Et puis, on peut encore dire que ces personnes ont un travail au moins. Ce n'est pas le cas de beaucoup de gens dans notre pays. C'est vrai et dans ce sens, cette action, « ça les regarde ». Mais

non, ça ne regarde pas qu'eux. Comme le dit Gerda De Norre du syndicat libéral SLFP en parlant des travailleurs et travailleuses du secteur public : « *Nous ne recevons pas les moyens ni le respect que nous méritons. La crise du coronavirus a montré qu'un service public fort est nécessaire dans les moments difficiles.* »

Ça nous concerne quand même

En un sens, nous sommes tous concernés par le « *malaise général* » dans les services publics. Les services publics, ce sont des activités qui ne doivent pas être dans une logique de marché privé et de recherche du profit. Les services publics répondent à des besoins essentiels de la population. C'est, entre autres, la crèche, l'école, le bus, le train, la sécurité sociale, la santé. Les services publics doivent participer à la solidarité, à la cohésion sociale, économique, culturelle de la société. Si les gouvernements n'investissent pas assez dans les services publics, ils mettent à mal cette solidarité.

Nombre de mots : 710

Nombre de caractères : 4199

category :

- Exercices
- La vie chère